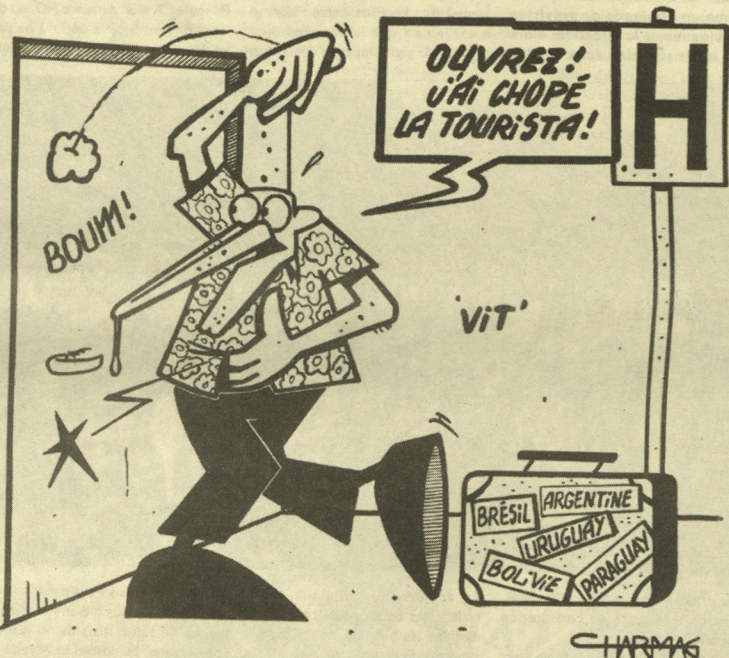




10,00 F

Le plan Juppé à l'hôpital

CHIRAC DÉCOUVRE LA GRÈVE DES INTERNES



C'ÉTAIT LE 25 NOVEMBRE 1995, Juppé présentait aux parlementaires sa « réforme de la sécurité sociale »... Sur la forme, les députés fixeront pour cinq ans les objectifs de la politique de santé; ils arrêteront le montant autorisé des dépenses... Finie la cogestion syndicats/patronat de la sécu. La première loi de finances était votée en décembre 1996. Pour ficeler le tout, le gouvernement ayant ainsi la maîtrise du financement de la santé, il délèguera à des « agences régionales » et à leurs directeurs (qui auront tout pouvoir) le soin de répartir les fonds pour l'hospitalisation publique et privée!

Sur le fond, la logique est redoutable: sous le prétexte d'une « audacieuse modernisation » (dixit Juppé) du système des soins, la réforme hospitalière du premier ministre n'a qu'un seul but:

réduire les dépenses de l'hôpital public (suppression de 60 000 lits et disparition programmée de 150 000 emplois) et faire la part belle à l'hospitalisation privée à but lucratif!

Aujourd'hui, que reste-t-il du plan Juppé? Le programme de rationalisation de l'assurance maladie « n'a pas pris une ride » (1): installation des directions des Agences régionales ayant en charge l'hospitalisation publique et privée – les DAR –, système de sanctions financières pour les médecins en cas de dérapage (ce qui donne des bobos... aux internes qui se sont réveillés en grève début mars), informatisation des cabinets médicaux, instauration du carnet de santé... Budgets des hôpitaux publics revus à la baisse... Normal donc que ça rende malade...

Une maladie diagnostiquée en novembre 1995, qui se déclare au printemps 1997. Rien d'étrange en cela puisqu'il a fallu tenir compte de symptômes chroniques: un gouvernement libéral, des syndicats bureaucratés (avec la CFDT en porte-drapeau de Juppé – qui se retrouve à la direction de la Caisse nationale de l'assurance maladie) et des médecins qui ne sont

sortis de leur réserve qu'après un long temps de gestation!

Pendant les grèves le plan Juppé continue

Est-ce pour autant la fin du plan Juppé? Rien n'est moins sûr. En janvier 1997, la fièvre gréviste gagne quelques établissements de province (Strasbourg, Alès, Caen). En région parisienne, l'Institut Gustave-Roussy à Villejuif s'inquiète de la diminution sans précédent de son budget. Il est relayé par deux établissements psychiatriques, Perray-Vaucluse à Étampes et Maison Blanche à Neuilly-sur-Marne, dont la fermeture est programmée d'ici 2001. Mais on est loin de l'embrassement général! Il est vrai que Juppé et Barrot ont prévu de faire passer la pilule avec beaucoup de savoir-faire: les diminutions de budget varient d'une région à l'autre, d'un établissement à l'autre. Il est aussi proposé de fusionner les petits hôpitaux locaux. Et Barrot s'arrange pour ne pas trop égratigner les établissements sanitaires. Pour l'Assistance publique de Paris, les hospices civils de Lyon et de Marseille.

La purge n'est pas aussi radicale que pour Maison Blanche!

Du côté des usagers, malgré le forfait hospitalier à 70 F, le nouvel impôt (le RDS – « remboursement de la dette sociale ») et autres mesures fort sympathiques pour le porte-monnaie... le mécontentement n'a pas atteint des sommets de décembre 1995. Le discours dominant sur le « trou de la sécu » fait des ravages. Les hospitaliers ont beau rappeler que ce « trou » n'est rien comparé à celui du budget de l'État (le budget de la sécu c'est 1800 milliards; son déficit en 1994 est estimé à 62 milliards, c'est-à-dire 5,6% des dépenses soit à peine cinq jours de fonctionnement de la sécu sur un an, à comparer au déficit de l'État qui s'élève la même année à 368 milliards!), rien n'y fait! La propagande libérale est encore trop forte, les mensonges capitalistes entendus comme des vérités.

Le non-paiement des cotisations patronales à la sécu représentait 50 milliards ces deux dernières années. Entre 1992 et 1994, le montant des exonérations accordées aux patrons par l'État s'élevait à 62 milliards de francs...

Enfin, le coût du chômage et de la précarité représente pour la sécu 150 milliards chaque année... Ça, Juppé ne le clame pas sur les toits de Matignon! Il préfère évoquer « les déficits publics » et les critères de « convergence de Maastricht ».

Les hospitaliers arrivent-ils à faire céder Juppé? Certainement pas seuls! L'enjeu est bien connu; il est celui des services publics (SNCF, PTT, Éducation nationale...), et de leur place dans une économie mondiale. Autant dire aucune! Place aux riches, à l'hôpital entreprise, aux usagers devenus clients! Les autres s'inscriront au SAMU social, s'affranchiront au tarif minimum, prendront le dernier train et resteront sagement assis au fond de la classe du professeur Chirac... La belle vie pour les riches... en bonne santé!

Alain Dervin. – groupe Pierre Besnard

(1) Libération du 13 décembre 1995.

Voir aussi: *Journal de grève décembre 95-janvier 96* réalisé par l'intersyndicale CRC-CGT-non syndiqués de l'EPS de Ville-Evrard (Neuilly-sur-Marne)

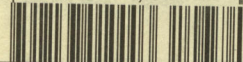
EDITORIAL

Peut-être quelques-uns d'entre ceux qui lisent ce texte se souviennent-ils de *Prima della Rivoluzione*, un film de Bertolucci du milieu des années 60? La référence à la célèbre phrase de Talleyrand était transparente: «Ceux qui n'ont pas connu le temps d'avant la Révolution – *prima della Rivoluzione* – ne savent pas ce qu'est la douceur de vivre.»

Le cinéaste italien y racontait, sur un fond de luttes sociales, de manifestations de masse et de ventes de l'Unità, le quotidien communiste italien, quelques historiettes romanesques sur le mal de vivre de la bourgeoisie. Il nous montrait deux mondes, dont l'un allait disparaître, qui coexistaient sans se voir, sans se connaître, sans se comprendre. Comme se croisèrent, à Versailles, peut-être, durant le printemps de 1789, Maximilien Robespierre, un jeune député du tiers, en marche vers une séance de commission en l'église Saint-Louis, et Marie-Antoinette, reine de France, revenant de Trianon en carrosse. L'Europe d'alors étouffait tout entière sous les privilèges des nobles et des monarches; trop de corvées, trop d'impôts, trop de famines, trop d'humiliations. Les nouvelles techniques agricoles et métallurgiques étaient monopolisées par le beau monde du «sang bleu» et de la noblesse de robe: la douceur de vivre, c'était pour eux! Un beau matin, les savetiers, les croquants et autres porteurs d'eau, au coude à coude avec les gardes-françaises, jetèrent tout cela aux quatre vents. Le monde d'aujourd'hui, à l'échelle de la planète, n'est pas sans rappeler l'Europe du XVIII^e siècle finissant. Un même mépris pour les misères et les inquiétudes du peuple et des humbles; une pareille insouciance et une avidité analogue des riches, des puissants; une semblable utilisation des sciences et des techniques pour renforcer leur puissance et leurs privilèges. Un philosophe américain, disciple de Fernand Braudel, Immanuel Wallerstein, affirmait récemment que le capitalisme «allait mourir de sa réussite». Couvrant le monde entier de ses réseaux et de sa logique, il ne trouverait bientôt plus de nouveaux territoires, de nouveaux prolétaires, de nouveaux débouchés. «Une longue période de désordre est à prévoir, continuait-il. On ne peut absolument pas prévoir dans quel sens évolueront les choses et ce qui en sortira dans les cinquante années qui viennent.» Ainsi, comme l'évoquait Bertolucci, la Révolution serait devant nous. «Humains, encore un effort...»

ISSN 0026-9433 – N° 1078

M 2137 - 1078 - 10,00 F



F.P. 2520

Séquestration à l'envers à la Pitié Salpêtrière

Mardi 25 mars, 7 heures : les employés administratifs arrivant au travail constatent que l'accès aux bureaux est quelque peu gêné par des grévistes facétieux qui ont empli tout ce qui leur tombait sous la main devant la porte. Qu'à cela ne tienne, la café est offert ! A 8 heures, c'est le directeur qui vient prendre acte de l'impossibilité de travailler. Discussion tout sourires avec les grévistes, qui réclament l'ouverture de négociations sur leurs conditions de travail : « Je suis bien obligé de me débrouiller avec le budget qu'on nous octroie. Discuter du problème, que je comprends tout à fait, de la réforme hospitalière, n'est pas de ma compétence, mais de celle de la direction générale de l'Assistance Publique. Je ne manquerais pas de transmettre votre mécontentement. En attendant, pouvez-vous laisser le personnel travailler librement, en guise de première négociation... » Bref, l'éternel refrain « Je vous ai compris, mais c'est pas moi c'est mon chef... » Ce à quoi les grévistes sont unanimes : en l'absence d'un interlocuteur réel, nous ne leverons pas le siège...

Il ne reste à la direction qu'à faire venir un huissier pour constater de visu cette intolérable atteinte à la liberté du travail. Enfin, intolérable à ses yeux, les salariés ne s'étant pas fait prier pour rentrer chez eux ou pour se joindre aux grévistes...

Pendant donc que l'huissier officiait, le Monde Libertaire a pu interviewer à chaud trois des joyeux militants syndicaux adeptes de la séquestration à l'extérieur : Stéphane (CNT), Pascale et Jean-Luc (CRC).

Le Monde Libertaire : À en croire les médias, à part le mouvement des internes, il ne se passe plus grand chose dans les hôpitaux de notre beau pays...

Jean-Luc : C'est pourtant inexact. Il y a plusieurs hôpitaux qui connaissent des mouvements de grève depuis maintenant plusieurs semaines, comme Villejuif, Esquirolle. D'autres ont adopté des formes de luttes différentes, comme à Arpajon, où s'est monté un comité de soutien à l'hôpital public regroupant personnel et les habitants, et qui arrive à mettre 500 personnes dans la rue dans un coin pourtant paumé, un 21 décembre de surcroît !

Stéphane : En fait, la grogne est générale un peu partout en France. Mais elle ne se transforme pas pour autant en mouvement revendicatif systématiquement. Il faut dire que la plupart des mouvements dans ce secteur se sont soldés par des flops généraux, ce qui n'incite pas à l'action aujourd'hui.

M.L. : Et ici, à la Pitié Salpêtrière, comment ça se passe ?

Jean-Luc : Une première intersyndicale avait appelé à la manifestation de

réforme étant due aux conséquences du plan Juppé, il ne faut rien attendre d'elle sur ce sujet... De plus c'est eux qui ont la main mise sur la CNAM.

Stéphane : Et la CGT a un rôle ambigu. Autant au niveau local on peut compter sur eux, autant il n'y a plus personne dès qu'il est question d'élargissement à un niveau plus vaste.

Jean-Luc : C'est le syndrome 88-91, c'est à dire deux mouvements où la CGT, comme les autres aussi d'ailleurs, n'ont rien, mais alors rien contrôlé du tout. Et pour la CGT, un bon mouvement est un mouvement qu'ils contrôlent. Donc ils freinent des quatre fers dès qu'on parle de coordination nationale des luttes, ça leur rappelle trop de mauvais souvenirs...

M.L. : Ce matin, c'était quand même une poignée de grévistes qui bloquaient la direction, alors que nous sommes dans le plus

Pascale : Mais la prise en conscience des problèmes se fait quand même, de façon progressive. En fait, elle a commencé à se faire via les restrictions de congé de cet été, car les budgets affectés aux remplacements temporaires ont été divisés par trois... Et ces carences de personnels vont en accentuant. Ainsi, c'est 120 qui ne seront pas remplacés cette année ici, sinon par des CES. Et quand un poste est remplacé, c'est avec deux mois de retard, ce qui fait autant d'économisé à l'administration. C'est le développement de la flexibilité.

M.L. : En fait, sous couvert de restrictions budgétaires, cette réforme amène un changement beaucoup plus radical à l'hôpital, à savoir l'introduction d'une gestion de type libérale, et la fin du service public de la santé.

Jean-Luc : En effet, cette réforme n'est jamais que la conséquence logique du plan Juppé de décembre

service dans le public. Par contre, les cliniques en font leurs choux gras.

M.L. : comme la SNCF ferme ses gares de peu de trafic, pour ne garder que les gares TGV, en somme... Et quel lien avec le mouvement des internes ?

Stéphane : Leur mouvement est très corporatif. Ils sont internes aujourd'hui dans la fonction publique, demain ils seront praticiens libéraux. A partir de là, il n'y a pas tellement de liens avec nous, qui défendons la sécurité sociale. Leur revendications ne portent que sur une partie de la réforme hospitalière, celle qui veut obliger les médecins d'une région déficitaire au niveau de la sécurité sociale à régler collectivement une partie de la note. C'est cette responsabilité collective qui les dérange, ils ne veulent pas avoir à payer eux pour les autres...

Pascale : A leur dernière AG, un de leurs porte-parole a déclaré ne pas vouloir entendre parler des budgets



grand centre hospitalier d'Europe. Pourquoi la prise de conscience est-elle si faible ?

Jean-Luc : La division syndicale y est pour quelque chose. Il est sur qu'une unité mène à toujours un effet synergique, mais tant pis, on fera avec ce qu'on aura... Et le personnel est mal informé de ce qui est en train de se préparer, les syndicalistes leur paraissent crier au loup un peu vite. Quand au niveau national, l'État a réussi un joli coup : au lieu d'adopter des mesures de restriction uniformes, comme cela avait toujours été le cas jusqu'ici, il a appliqué des mesures budgétaires différentes pour chaque région. Celles où il y a le plus de perte seraient celles pour lesquelles il y aurait le moins de problèmes, comme en région parisienne par exemple. D'où une parcellisation de la riposte.

95, appliqué aux hôpitaux. Il faut réduire les déficits publics, donc on diminue les budgets, ce qui signifie suppression de lits pour les malades, suppression de postes pour les personnels et surcroît de travail.

Stéphane : Et c'est le secteur privé qui récupère les malades au bout du compte. Jusqu'ici, on avait déjà des services qui marchaient en partenariat avec le privé, et des cliniques subventionnées, ce qui leur permet de profiter des moyens humains et financiers du service public pour faire du fric. Cette réforme va officialiser une situation déjà scandaleuse.

Pascale : Aujourd'hui pour qu'un service hospitalier puisse fonctionner, il lui faut être agréé par le ministère. Ce qui donne à ce dernier un contrôle absolu. En effet, plutôt qu'augmenter le budget hospitalier qui en a besoin, les pouvoirs publics préfèrent le fermer et agréer un service privé dans une clinique voisine ! Les maternités en sont l'exemple criant : à part dans les fortes métropoles toutes les petites maternités ont fini par fermer, ce qui fait qu'aujourd'hui il faut parfois faire plus de 100 km pour trouver un tel

hospitalier, mais il n'a pas fait l'unité. En fait, il y a bien débat entre eux à ce sujet, mais ils ne veulent pas ajouter de nouvelles revendications aux leurs, de peur de briser leur unité.

M.L. : Quelles sont vos perspectives actuelles quand à la lutte ?

Pascale : Nous souhaiterions monter une manifestation nationale pour fin mai, et construire un collectif national. Ceci va à l'encontre de la CGT, qui elle souhaite faire quelque chose pour le 3 avril, et fera tout pour freiner une structuration nationale autonome. C'est pour cela que le mouvement doit venir des salariés, qui pourront l'imposer à leur centrales syndicales respectives.

Stéphane : A nous de mettre les fédérations nationales devant leur responsabilités !

M.L. : Et pour les barricades devant le bureau de la direction ?

Ensemble : Qu'ils se démerdent, ce n'est pas nous qui irons les enlever !

Guillaume
groupe Louise Michel

le monde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays A partir du n° (Inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

CLERMONT-FERRAND

Centre de tri en grève

LE DÉMANTELEMENT progressif du service public s'accroît : suppression de postes, remise en cause des statuts, mise en concurrence... Les salariés de ces services s'opposent ponctuellement à cette série d'attaques en règle. Au centre de tri de Lempdes, près de Clermont-Ferrand, les postiers sont entrés en conflit depuis le 12 mars, brisant à leur tour la logique de la résignation. Le 9 mars, ce nouveau centre de tri rentrait en service, présenté comme un modèle du genre, non seulement au niveau du traitement du courrier mais aussi de la politique précitée... Le ras-le-bol couvait depuis l'annonce de 59 suppressions d'emplois entre l'ancien centre (422 postiers) et le nouveau. Ces 59 emplois étaient tenus par des CDD dont les contrats prenaient fin le 9 mars et remplaçaient depuis 6-7 ans les titulaires partis en retraite. Cette coupe rase ajoutée à la mutation forcée de certains agents dits en distorsion fonctionnelle (1) et à la remise en question des horaires de travail de nuit (2) ont décidé la majorité des postiers à occuper les lieux. Très vite, les revendications se sont élargies aux conditions d'emploi des auxiliaires de reléve, petite perle de l'exploitation, qui ont pour fonction de relever le courrier dans les entreprises, 3-4 heures par jour pour 3000 F maximum en fin de mois. Le « joyau » du genre étant l'auxiliaire sous contrat à temps complet intermittent, comprenez annualisation du temps de travail, c'est-à-dire 1200 heures par an, à l'unique bon vouloir de l'employeur.

De l'autre côté, la parade ne s'est pas faite attendre devant le blocage du courrier : détournement des plis vers d'autres centres de tri dont la plupart sont parallèles. Ceux-ci sont constitués par des entrepôts loués à l'année dans lesquels du matériel de tri de base a été placé. Il suffit alors d'un coup de fil à l'ANPE et dans des

conditions inacceptables (absence de locaux pour le personnel...) des journaliers pallient au plus pressé. Le 19 mars, la tension est montée d'un cran après que les mandats du personnel se soient vus refuser une entrevue avec le directeur régional, lequel les avaient fait attendre gentiment une heure avant de daigner leur adresser la parole. Le même jour, le directeur du centre, qui se dit ancien trotskiste (le culte mène décidément à tout...) fait constater par huis-clos le blocage du site et de prendre des noms, espérant intimider...

Des grèves malgré certaines bureaucraties syndicales

Finalement, après une entrevue forcée, le représentant régional et les grévistes en sont restés au statu quo. Les hostilités continuent et les assemblées générales où sont reconduites journellement la grève n'en finissent pas de dénoncer un peu plus chaque jour les conditions de travail qui deviennent inacceptables. Ce conflit est représentatif des résistances au « toujours plus de flexibilité », aux licenciements : maîtres auxiliaires, occupation des ASSEDIC par les chômeurs, T2C... Ces grèves, à de rares exceptions près (revendications

de la T2C (3) à Clermont-Ferrand : retraite à 55 ans, réduction du temps de travail), restent défensives. Les conflits sont la plupart du temps isolés. Outre la coupure public-privé, les cheminots, les agents de la poste débraient régulièrement sans que leurs luttes soient relayées par les médias (4). Par ailleurs, un travail de sape est organisé par certains syndicats : les bureaucrates syndicaux appellent à des grèves nationales d'une journée qui prennent la forme de manifestations « défiloïres », les délégués syndicaux ne font pas circuler l'information et négocient en « sous-marin ». Ainsi, lors de la grève de la T2C, FO et la CFTD signent le protocole d'accord qui implique une reprise immédiate du travail, en abandonnant la demande de paiement des jours de grève.

Le morcellement des conflits, entretenu par les bureaucrates syndicaux, n'explique que partiellement le caractère défensif des revendications. Sans création de liens, une réelle solidarité de classe active ne peut s'exprimer et une réflexion collective sur un projet sociétaire est impossible ! C'est pourquoi, face au corporatisme, il est urgent de développer les assemblées interprofessionnelles, de faire circuler l'information et de rompre avec la

délégation des pouvoirs. C'est uniquement à travers des pratiques de démocratie directe, d'auto-organisation que pourra s'amorcer la construction d'un projet sociétaire !

Maryla et Stéphane. — groupe Spartacus de Clermont-Ferrand

Nous remercions les grévistes du centre de tri de Lempdes et particulièrement certains militants du SUD-PTT.

(1) Distorsion : situation d'un agent qui bénéficie d'un grade supérieur par rapport au poste occupé.

(2) Les nouvelles dispositions du centre reviennent sur des conditions de travail de nuit obtenues lors d'un précédent conflit qui prévoyait l'alternance de deux nuits de travail sur quatre au lieu des cinq sur sept proposées aujourd'hui.

(3) Transport en commun clermontois.

(4) Anecdote : un journaliste de RTL s'est rendu au centre de tri de Lempdes pour interviewer le directeur. Interpellé par les grévistes lui demandant s'il ne veut pas les interroger, il refuse. Motif : pour RTL, tout conflit de moins de trois semaines est sans intérêt...



En bref

■ Une exposition consacrée à « Paul Signac et la libération de la couleur » est présentée au Musée de Grenoble, 5, place de Lavalette jusqu'au 24 mai.

■ On peut rencontrer des militants parisiens de la Fédération anarchiste chaque samedi de 14 à 16 h 30 à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011.

■ On peut contacter le groupe libertaire aubois à GREL, B.P. 4070, 10014 Troyes cedex.

■ Le groupe Sabaté de Rennes tient une table de presse chaque lundi de 12 h 30 à 14 heures dans le hall B de l'université de Rennes II Villejean.

■ Le groupe Michel Bakounine tient une table de presse et vend le Monde libertaire chaque premier dimanche du mois sur le marché de La Pallice (près du marché couvert) à La Rochelle.

■ Le groupe de Toulouse de la Fédération anarchiste tient une permanence en son local chaque mercredi et jeudi de 18 à 20 heures. Athénée Albert Camus, 36, rue Cugnax.

■ Pour contacter le groupe d'Evreux, écrire à : CEREL, B.P. 263, 27002 Evreux cedex.

■ L'Anarcho n° 7, publication de l'association libertaire de Nice est paru, avec un dossier « Anarchisme et végétarisme ». c/o ADCL, B.P. 4171, 06303 Nice cedex 4. Son prix est libre !

Stages de motivation : l'esprit de soumission

« La domination spectaculaire a fait abattre l'arbre gigantesque de la connaissance scientifique à seule fin de s'y faire tailler une matraque. » Guy Debord dans « Commentaires sur la société du spectacle ».

Quand le patron devient confident et directeur de conscience...

« Esprit de service » est une formation proposée et souvent imposée dans la boîte d'informatique pour laquelle je travaille. Ce stage fait passer des idées pro-entreprise qui feraient ricaner ou scandaliserait tout le monde si elles étaient exprimées normalement. Alors des méthodes sophistiquées de psychologie comportementale sont utilisées, mêlant extractions de confidences, rabâchage, intimidations, agressions verbales, fausse sympathie, ceci pendant 3 jours. Il s'agit d'un bourrage de crâne idéologique, et cette idéologie, par le plus grand des hasards sert en tout point les intérêts de l'entreprise. Nous sommes vraiment dans le meilleur des mondes...

SOUS PRÉTEXTE DE NOUS « APPRENDRE » la communication, le formateur du stage « Esprit de service » n'arrête pas de nous rabâcher son idéologie politique. Et malheur à qui critique cette idéologie. Il est capable d'être odieux, et il le fait bien sentir, créant ainsi un climat de terreur inavoué.

Son idéologie politique c'est quoi ? En gros c'est que nous sommes entrés dans l'ère du service, il n'y a plus de patrons, il n'y a que des clients, il n'y a plus d'autorité, bref tout baigne. Le problème c'est qu'il ne s'agit pas d'annihiler l'autorité, il s'agit pour lui de donner l'illusion qu'elle n'existe pas.

D'après lui chacun est une petite entreprise. Cela isole chacun, on pourrait presque dire que chacun est encapsulé. Si le modèle de la communication c'est la relation client-fournisseur, cela prostitute tous les rapports humains.

Toute idée de révolte est pour lui un sentiment négatif qui mérite la porte.

Le client est roi, et le client c'est le patron, vous voyez où on en est.

Bref ce stage a pour but d'éloigner les salariés de la réalité, de discréditer les syndicats combatifs. Ce formateur est une sorte de grand-prêtre de la paix sociale. Et quand on voit les moyens de violences psychologiques mis en œuvre pour maintenir cette paix, c'est qu'elle doit être bien fragile.

Et je ne vous parle pas du discours nationaliste, il combat l'anti-France, constitué bien sûr par les syndicats (qui « ont 15 ans de retard et qui font beaucoup de mal à la France »).

Sa définition de la responsabilité est absolument scandaleuse. Pour lui un mec qui se fait virer c'est qu'il l'a voulu. Pour lui les chômeurs sont chômeurs car ils le veulent bien.

Son idéologie est une idéologie de la soumission, de la culpabilisation. Elle peut tout justifier en laissant l'opresseur complètement blanchi. Pour lui l'esprit critique est un sentiment négatif qu'il faut combattre, c'est grave...

J'en oublie sûrement, en tout cas c'est scandaleux qu'un tel stage puisse exister. Et c'est encore plus scandaleux qu'il fasse partie des formations prétendument obligatoires.

Ceux qui ont fait le stage en ressortent « ravis ». Et au début, à toute critique ils répondent : « C'est vrai qu'il est un peu provocateur ». C'est la seule défense et exactement la même pour tous. Comme s'il était normal de se faire agresser dans le cadre du travail, sur ses opinions personnelles, par quelqu'un ayant une situation d'autorité.

Texte d'un tract C.G.T. légèrement modifié.
Yves Mocquard
Rennes (Groupe La Commune).

SAINT-ETIENNE

Malvenue à Bruno Mégret

LA MANIFESTATION QUI EUT LIEU à Saint-Étienne le samedi 22 mars 1997 pour protester contre la venue du fasciste Bruno Mégret rassembla dix mille personnes dans une ambiance colorée, festive, bon enfant. A en croire les médias locaux, ce ne fut d'ailleurs que cela. France 3 donna complaisamment la parole à l'épouse du leader socialiste local qui, outre l'habituel discours récupérateur sur la « mobilisation citoyenne », eut l'outrecuidance d'affirmer que c'était la manif la plus importante jamais vue à Saint-Étienne depuis plusieurs années ! Il faut être gonflé pour oublier les énormes manifestations du mouvement de novembre/décembre 1995 (près du double !). Il est vrai qu'à l'époque, les politiciens socio-démocrates rasaient les murs, tout comme les fascistes. Cette information mensongère et culottée fut reprise sans sourciller par le journal du réseau Hersant qui détient le monopole local.

Dans son compte rendu de la journée, ce journal donna même davantage de place à Mégret et à son discours, qui fut, de fait, la seule analyse politique à être clairement rapportée - comme quoi, mais nous le savions déjà, cette presse a choisi son camp. Quant à la description de la manif, ce fut un modèle du genre, ou « Comment tout dire sans rien dire » (beaucoup de photos, même en une et un minimum de textes), et « Comment y être sans y être » (« oublier » des faits cruciaux). D'après cet article, « La parole est aux calicots largement déployés » à la fin de la manifestation sur les marches de l'Hôtel de Ville. Pas un mot, bien entendu sur la couleur noire, ou noire et rouge, de nombreux drapeaux, ni surtout, sur le fait que la parole, la vraie, fut publiquement prise par le Collectif contre les lois racistes et xénophobes de la région stéphanoise et par le représentant sénégalais du Comité des sans-papiers de Lyon, que le Collectif avait invité par l'entremise des groupes lyonnais de la Fédération anarchiste, et qui fut chaleureusement applaudi par le millier de personnes encore présentes. Ah, les « sans-papiers »... ils doivent être bien gênants pour que personne n'en veuille, à l'exception de ceux qui se battent vraiment contre la xénophobie et la misère sociale ! Certes, nous le savions en apprenant ce qui se passe dans le Comité de soutien lyonnais, où sont investis nos camarades de Lyon, mais rien ne vaut l'expérience grandeur nature, surtout pour les nouvelles personnes qui se lancent dans le combat social.

Il faut revenir un peu en arrière pour bien comprendre la situation. Le groupe Nestor Makhno de la Fédération anarchiste sur la région stéphanoise a toujours fait sienne la lutte contre toute politique anti-immigrés et sécuritaire. Les 6 heures contre Big Brother que nous avons organisées le 8 octobre

1994 avaient rassemblé 400 personnes mais, faute d'avoir choisi le bon public en donnant trop d'importance à la mouvance rocker festive, cela n'avait pas enclenché une dynamique collective d'action. Le 5 mai 1995, nous avons tenu un rassemblement spontané place de l'Hôtel de ville pour protester contre l'assassinat de Brahim Bouarram, qui avait réuni 200 personnes. Il faut ajouter notre participation avec tracts dans différentes manis contre le racisme ou la répression en Algérie.

Usines tournevis qui, comme chacun sait, sont des lieux d'exploitation à outrance ! Personne du Comité de Vigilance n'a bronché et il a fallu que nous dénoncions publiquement ces énormités, non sans recueillir un succès d'estime. Les grandes manœuvres commençaient, avec, pour la gauche, une politique pleine de subtilité : comment parler de l'immigration sans en parler ; comment flatter l'humanisme du peuple sans rappeler le lourd passé des lois xénophobes sous Mitterrand ; comment attaquer sans

la désobéissance civique ; régularisation collective des sans-papiers. Le Collectif a organisé deux rassemblements place de l'Hôtel de Ville, 150 personnes le samedi 22 février, 300 personnes le mardi 25 février avec, le soir-même, une réunion publique qui a réuni une cinquantaine de personnes pour écouter l'excellente conférence de notre camarade Jaime du groupe Kronstadt sur les lois racistes et l'antifascisme. Sur une position assez radicale, le Collectif fait donc preuve d'une

démonstration de la mobilisation en trompe l'oeil de la gauche. Une fois, c'est une bataille ardue pour inclure dans le tract unitaire le terme de « fascisme », dont ne voulait pas le PCF. Une autre fois, dans une réunion comme d'habitude, sans ordre du jour où les gros poids lourds manœuvrent comme ils l'entendent, face à notre proposition de faire parler un sans-papier, la conversation est d'abord détournée puis, quand nous revenons à la charge, le représentant du MRAP, soutenu par toute la gauche, déclare que « La manifestation contre Mégret n'a rien à voir avec l'immigration ». Nous prenons alors nos cliques et nos claques pour quitter la réunion, tandis que Ras l'Front, pourtant membre du Collectif jusqu'alors, choisit de rester.

Les choses étaient claires : il ne fallait compter que sur nous mêmes ! Alors que le Comité de vigilance faisait son possible pour éviter une arrivée de la manif place de l'Hôtel de Ville ; que nous avons quand même obtenue ; que le PCF, deux jours avant l'événement, disait qu'il cherchait activement un podium pour des musicos et des prises de parole, et que des rumeurs parties du Comité de vigilance faisaient courir le bruit que le Collectif appelait à manifester sur le lieu du meeting de Mégret, alors que nous disions haut et fort le contraire, ce ne sont pas les peaux de banane qui ont manqué.

Nous tenons beaucoup à nous rassembler place de l'Hôtel de Ville, car c'est la place de tous, du peuple ; c'est l'agora où doit se tenir autre chose que la crèche de Noël ou les foires commerciales. Cela fait grincer bien des dents ! Celles de la mairie, bien sûr, tenue par une droite bon teint, mais aussi celles de la gauche qui préfère appeler à se rassembler sur une autre place, loin du centre-ville.

Le jour de la manif, la CGT a joué les gros bras, craignant de nous voir devant, alors que nous avons toujours affirmé tenir notre engagement de défilé derrière la banderole unitaire. Pendant ce temps, les appartchiks de Ras l'Front faisaient passer leurs troupes en catimini pour nous doubler, se retrouver en tête et donc se placer en dehors du Collectif et de son cortège, lequel réunit quand même plus de 350 personnes avec une belle floraison de drapeaux noirs (merci aux camarades lyonnais de la FA pour le coup de main donné au SO).

Nous avons réussi l'essentiel : louer une sono, rechercher et trouver des musiciens bénévoles, donner la parole aux sans papiers devant une foule conséquente, et malgré les obstacles, nous avons appelé publiquement à ne pas aller au casse-pipe devant le meeting fliqué de Mégret ; en rappelant à ce sujet les événements de Grenoble, Toulouse et Marseille ; en dénonçant les manipulations policières, les provocations et les manœuvres du FN comme du pouvoir qui cher- ●●● page 5



ARRACHONS-LES AVANT QU'ILS NE PRENNENT RACINE

Dernièrement, le 28 janvier 1997, nous avons assisté à une conférence organisée par le Comité de vigilance, qui rassemblait tout ce que la gauche peut compter d'antifascistes. Nous avons entendu avec effarement la conférencière, chercheur au CNRS, déclarer, au-delà de l'habituel pathos antiraciste, qu'elle était favorable à l'ouverture des frontières parce que, comme cela, les immigrés pourraient plus facilement rentrer chez eux (ou être ramenés...), ou encore qu'il fallait à tout prix gérer les flux migratoires en installant par exemple des usines tournevis aux frontières de la France ou de l'Europe qui captent la main

casser la baraque au cas où la gauche reviendrait au pouvoir pour gérer tout ce merdier. L'appel des cinéastes, puis des écrivains et des artistes, nous a paru stimulant et porteur d'un réveil de conscience. Le groupe Makhno, réuni le jeudi 13 février, a décidé d'en appeler à la création d'un Collectif contre les lois racistes. Celui-ci s'est réuni pour la première fois le mardi 18 février, avec la présence d'une quarantaine de personnes. Il s'est doté d'une plateforme en quatre points : abandon du projet de loi Debré-Philibert (maintenant voté) ; abrogation des lois Pasqua ; refus de la délation, appel à

belle capacité de mobilisation, égale sinon supérieure à celle du Comité de vigilance qui regroupe pourtant une trentaine d'associations et qui appelait les mêmes jours à se rassembler loin du centre ville. Autant dire que nous ne nous faisons pas que des amis, même si le PCF, toujours bien implanté sur Saint-Étienne, nous fait les yeux doux et la comitité du « Je t'aime, moi non plus ».

Là-dessus, arrive le meeting du sieur Mégret. Le Comité de vigilance invite le Collectif ainsi que Ras l'Front (mais pas le groupe Makhno, nuance !) à préparer une manifestation unitaire. Les réunions vont

CHRON

La demande de renseignements... sont révélés... ment envoi... français so

TOUR
L

Plusieurs mois de papiers, février ce si ces act du colle prise de sonnes n pouvoir. Ainsi, cher les temps d cours de tait sur le Banque des dicta dont la co

Delph blanche p l'État a d Comm lui a infli dernier, s fois expu là, vit cac administr mois. Et Delph forteresse l'annulati

Le coll mière ma geaient ve profiter collectif.

Le lieu Tours, la son préco Quant confronté tienne » n viennent l mairie dot ceux qu'il destinée p

Une ch égaux au contre l'ex perda pas

ab

LE MONDE LI

CHRONIQUE DE L'IMMIGRATION

Haro sur le mariage mixte !

LES FRANÇAIS QUI DÉSIRENT actuellement épouser un(e) étranger(e), sont obligés de constituer un dossier de demande de visa de long séjour. Les renseignements à fournir pour pouvoir faire venir en France le futur conjoint sont révélateurs de l'attitude de suspicion de l'administration, non seulement envers les étrangers mais également à l'égard des ressortissants français soupçonnés par elle de n'avoir

qu'une idée en tête : vouloir aider les étrangers à pénétrer sur le territoire. En étudiant dans le détail le formulaire du visa de long séjour, on est frappé de constater que la dégradation des droits des étrangers, sur laquelle on a fermé les yeux pendant tellement d'années, atteint maintenant de plein fouet les Français eux-mêmes. Comme si la législation honteuse, qu'on a toléré pour les uns, se mettait à déteindre sur les autres.

Pour obtenir l'autorisation de se marier en France, le couple doit d'abord écrire au ministère des Affaires étrangères une longue bafouille afin d'exposer les raisons qui le poussent à vouloir s'unir. Il doit, dans cette lettre de motivation, apporter suffisamment d'éléments pour parvenir à convaincre de la réalité de ses sentiments amoureux. C'est parce qu'elle est soucieuse de leur bonheur, comme le serait leur propre mère, que l'administration surveille de près les couples mixtes et protège ses administrés des fiancés écornifleurs.

Les pauvres sont plus suspects que les autres

Sur le formulaire, il est écrit que l'étranger doit justifier de ses ressources dans son pays d'origine. Est-ce pour avoir l'assurance que la cour qu'il fait à sa dulcinée n'est pas uniquement dans dans le but de venir manger son pain ? A moins que ce ne soit le moyen d'éliminer d'office tous les pouilleux venus d'ailleurs qui seraient susceptibles de s'installer sur le territoire sous prétexte qu'ils sont parvenus à séduire une de nos femmes ou de nos filles ? Comme le disait si bien une dame de l'ambassade de France en Thaïlande à un futur conjoint qui ne parvenait pas à obtenir son visa : « Mais Monsieur, vous voulez épouser une Française et vous n'êtes que jardinier ! »

Il faut produire un extrait du casier judiciaire afin de démontrer que l'étranger, s'il vient en France, ne sera pas une menace pour l'ordre public. La copie des pages du passeport, où sont censés figurer les cachets d'entrée et de sortie du territoire, est également exigée. L'administration veut être certaine que l'étranger n'a pas séjourné en France de manière clandestine. Sinon, gare, elle le lui fera payer, en l'empêchant d'y remettre les pieds.

Aux Français, il est demandé de fournir un justificatif d'hébergement du futur conjoint étranger. Un contrat de location est souhaité ou bien, et c'est encore mieux dit le formulaire, une attestation de propriété. Inutile de souligner que ceux qui sont en sous-location ou qui habitent chez un ami ou qui sont logés à l'hôtel n'ont évidemment aucune chance de se voir accorder le visa pour que vienne leur Juliette ou leur Roméo.

Enfin, on ose obliger les Français à fournir le montant de leurs ressources. Si elles sont considérées comme insuffisantes, c'est-à-dire inférieures au SMIC, le visa ne sera pas donné et le mariage n'aura pas lieu. Aujourd'hui, en France, le mariage n'est donc plus un droit qui appartient à tous. Si vous êtes SDF, RMIste, si vous travaillez à mi-temps, si vous êtes au chômage, vous n'avez plus la liberté de vivre avec celui ou celle que vous aimez. Votre cœur n'a plus le droit de choisir son

alter ego en dehors de l'Hexagone. Et bien, voilà ! On y est arrivé. L'administration a réussi à imposer aux Français les plus pauvres les règles du regroupement familial !

Une loi qui lutte contre le métissage...

Par le truchement de la famille mixte, en privilégiant chaque fois la législation des étrangers au détriment du droit français, on est parvenu à remettre en cause les libertés fondamentales. En donnant à l'ordonnance de 1945 la priorité sur le code civil, on a sacrifié les droits des Français. Au point qu'on voit la Justice forcée de rendre aujourd'hui des décisions qui sont contraires à la loi. Certains Français peuvent maintenant se considérer comme des étrangers dans leur propre pays. S'ils veulent épouser la personne de leur choix, ils sont obligés de s'expatrier.

Cherche-t-on ainsi à réduire la quantité de mariages mixtes ? Les difficultés que l'administration impose aux couples franco-étrangers pourraient bien s'expliquer de cette façon. On veut réguler le métissage et nous soumettre à des quotas. L'intention politique semble être de vouloir gérer la population française comme est gérée l'immigration.

Claude

TOURS

La lutte des sans-papiers continue

Plusieurs actions et manifestations de soutien ont lieu à Tours depuis le mois de janvier. Toutes organisées par le collectif 37 de soutien aux sans-papiers, dont nous faisons partie. Pour l'exemple, la manifestation du 25 février contre le projet de loi Debré avait réuni un millier de personnes. Mais, si ces actions permirent la construction réelle, organisationnelle et politique du collectif, elles n'eurent, pour le moment que peu d'effets concernant la prise de conscience de la population. Toutes les fois où la quarantaine de personnes réunies fut dépassée, cela a bien été en réaction aux débordements du pouvoir, à la xénophobie d'État, et non par l'action du collectif.

Ainsi, et on ne peut que s'en réjouir, c'est au tour des sans-papiers de déclencher les luttes. Le 17 mars, la caravane des sans-papiers fit halte à Tours le temps d'une fête à Utopia et d'un débat. Le meilleur moment en a été le discours de Madjiguène, porte-parole des sans-papiers de Saint-Bernard. Il portait sur les raisons de l'immigration : le pillage et l'exploitation organisés par la Banque mondiale, le FMI et les grandes sociétés occidentales ; la répression par des dictatures installées et maintenues en place par les mêmes dirigeants, et dont la conclusion unissait prolétaires français et étrangers contre le capital.

Grève de la faim

Delphine, si elle est française et d'origine française (ajoutons de peau blanche pour les ministères et les préfectures), est une sans-papiers depuis que l'État a décrété que Meliani, son compagnon, en était un.

Comme si la prison n'avait pas suffi pour lui faire payer ses « fautes », l'État lui a infligé la double peine (loi Joxe) et a donc mis Meliani, le 25 septembre dernier, sous le coup d'un arrêté d'expulsion. Et lui, qui sait très bien qu'une fois expulsé, il lui sera impossible de revenir auprès des siens, depuis ce temps là, vit caché. Il n'a pu se défendre lui-même lors des recours devant le tribunal administratif, ni voir sa famille, sa compagne, ou même son fils âgé de 29 mois. Et cela dure depuis six longs mois !

Delphine, quant à elle, passe outre les procès perdus et la politique de la forteresse européenne. Depuis le 21 mars, elle se refuse à manger et demande l'annulation de l'arrêté d'expulsion pris à l'encontre de Meliani.

Le collectif organise le soutien autour de la lutte de Delphine et une première manifestation a eu lieu le 26 mars. Tandis que 80 personnes se dirigeaient vers la préfecture, les fonctionnaires responsables de cette situation en profitaient pour s'en aller, et ainsi éviter tout dialogue et négociation avec le collectif.

Le lieu de la lutte quant à lui, est celui qui peut le mieux symboliser à Tours, la lutte des sans-papiers puisque c'est déjà là, à l'église Paul (saint de son prénom) au Sanitas, que la grève de la faim de cet été eut lieu.

Quant à Delphine, dans son corps s'affaiblissant chaque jour, ce trouve confrontée à bien des questions. Ainsi, l'église qui l'accueille comme une « chrétienne » mais qui d'une part refuse que des organisations, nous notamment, viennent la soutenir et d'autre part demande à ce que la lutte se passe ailleurs ; la mairie dont elle a le soutien officiel, mais qui, auparavant, l'avait jetée ; l'État qui s'enferme toujours plus dans sa forteresse, en pillant toujours plus les richesses de ceux qu'il laisse en dehors ; ce même État qui l'a plongé dans une sorte de clandestinité par amour, se grandissant de leur désunion forcée...

Une chose est sûre et réconfortante, sa détermination et son courage sont égaux au dynamisme qu'elle avait lorsqu'elle avait fait signer 2000 personnes contre l'expulsion de Meliani. Et cette détermination, ce courage, elle ne les perdra pas.

Alexandra. - groupe libertaire de Tours

Malvenue à Bruno Mégret

suite de la page 4

chent à criminaliser la lutte antifasciste et à l'emmener dans une spirale suicidaire de violence, et en soulignant la nécessité de placer cette lutte sur le terrain social. Nous avons tenu nos engagements, ce qui fut apprécié par beaucoup de personnes qui ont, nous l'espérons, compris que les anarchistes, très engagés dans le Collectif, n'étaient pas les Attilas qu'on leur décrivait. De son côté, la gauche, qui fantasmaient sur les risques de débordement - tout en étant prête à nous faire porter le chapeau, qui avait même contacté la préfecture pour prendre des mesures « de sécurité », et qui avait insisté sur la nécessité de faire une fête pour « garder les jeunes », n'a rien fait sinon plier les banderoles et se barrer.

Mais Mégret parti, les problèmes demeurent. Le député UDF de la Loire Philibert, l'un des principaux auteurs de l'ignoble loi Debré, est toujours là. Son collègue Cabal du RPR tient des propos sur la nécessaire « immigration zéro », une foutaise que tous les politiciens considèrent en privé comme irréalisable.

Bref, des positions proches de Le Pen. Le FN n'a pas besoin d'être au pouvoir pour que la sale besogne soit accomplie. Mais c'est un constat que beaucoup de jeunes focalisés sur une lutte anti-FN très étroite ont beaucoup de mal à comprendre. La gauche surfe sur cette confusion et construit son grand front républicain, électoral bien entendu. Ses positions très timorées montrent aussi qu'elle n'est pas très désireuse de se retrouver au gouvernement dans une situation plus que difficile. Une chose est sûre : en cas de putsch ou de prise de pouvoir fascistes, ce n'est pas sur elle qu'il faudra compter !

Il y a du pain sur la planche ! Le succès des manifs montre que beaucoup de gens se moquent un peu des étiquettes ou de telle ou telle place dans les cortèges. Les sans-papiers sont salués mais de là à se lancer dans une lutte de longue haleine chez certains... D'autres veulent davantage s'engager. Toute une population se cherche. Au sein du Collectif, plusieurs voix se sont fait entendre pour porter la

réflexion et l'action sur un domaine plus large que l'antiracisme afin de pratiquer une antifascisme conséquent. Nous pensons que c'est prématuré. Les clarifications doivent se poursuivre et un important travail de terrain s'engager. Ce sera au Collectif de se décider souverainement. Le groupe Makhno, qui, par définition ne se positionne pas comme une avant-garde, ni comme une corporation préélectorale, entend donner tous ses efforts pour la réussite de ce combat. Les anarchistes fédérés ont acquis au sein du Collectif, et au-delà, une importante légitimité et un fort coefficient de sympathie autour de leurs pratiques, leurs engagements et leurs idées. L'objectif n'est pas de construire le grand parti révolutionnaire mais, à partir d'un groupe soudé et dynamique, de diffuser au maximum dans la société civile, citoyenne et travailleuse, les pratiques libertaires pour, à partir des luttes concrètes, redévelopper le projet de société.

Le groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise

abonnez-vous! • abonnez-vous! • abonnez-

Entretien avec Noam Chomsky

Bien que Noam Chomsky ait écrit beaucoup sur l'anarchisme dans les trente dernières années, il lui est souvent demandé de développer sa vision sur une transformation de la société plus tangible et détaillée. Son travail n'a jamais manqué d'utiliser, contre la façon dont le monde fonctionne, de la provocation et de la colère, mais les lecteurs sont parfois laissés un peu dans le flou sur la manière dont on peut agir pour transformer le monde. Parce que les gens regardent l'analyse politique de Chomsky avec un grand respect, ils attendent souvent de lui une sorte de « plan directeur » préfabriqué sur la façon dont une société meilleure fonctionnerait et des instructions précises sur la façon d'y parvenir. Mais jusqu'à présent, Chomsky s'est refusé à faire de telles déclarations. Il nous prévient qu'il est difficile de prédire quelles formes particulières prendrait une organisation sociale plus juste, ou même de savoir de façon certaine quelles alternatives au système actuel sont idéales. Seule l'expérience peut nous indiquer les meilleures réponses à ces questions, dit-il. Ce qui devrait nous guider le long de ce chemin, c'est une série générale de principes qui seront sous-jacents quelles que soient les formes spécifiques que notre future société prendra. Pour Chomsky ces principes se dégagent d'un courant historique de pensée et d'action : l'anarchisme.

Tom Lane : Personne ne possède le mot « anarchisme ». Il est utilisé par un large spectre de courants de pensée et d'action différents, variant largement. Il y a beaucoup d'anarchistes autoproclamés qui soutiennent, souvent avec une grande passion, que leur voie est la seule voie, et que les autres ne méritent pas le terme (et peut-être sont des « voleurs » d'une manière ou d'une autre). Un regard sur les écrits anarchistes contemporains, particulièrement en Occident et dans les cercles intellectuels (ils n'aiment peut-être pas ce terme), montrera rapidement qu'une large part de ceux-ci consistent dans une dénonciation des autres comme dans les écrits sectaires marxistes-léninistes. La proportion d'une telle matière par rapport aux travaux constructifs est très déprimante.

Noam Chomsky : Personnellement, je n'ai aucune confiance en mes propres points de vue sur la "juste voie" et je ne suis pas impressionné par les déclarations pleines d'assurance des autres, mêmes celles de bons amis. Je pense que nous comprenons trop peu de choses pour être capables de dire beaucoup de choses avec confiance. Nous pouvons essayer de formuler nos visions à long terme, nos buts, nos idéaux ; et d'autre part nous pouvons (et devrions) commencer à travailler pour des résultats d'une portée humaine. Mais le gouffre entre les deux est souvent considérable, et je vois rarement la façon dont il est possible d'y construire un pont sinon à un niveau très vague et général. Ces qualités qui sont les miennes (peut-être des défauts, peut-être pas) apparaîtront dans les (très brèves) réponses que je ferai à tes questions.

T. L. : Quelles sont les racines intellectuelles de la pensée anarchiste, quels mouvements l'ont développée et animée à travers l'histoire ?

N. C. : Les courants de la pensée anarchiste qui m'intéressent (il y en a beaucoup) ont leurs racines, je pense, dans les Lumières et le Libéralisme classique, et même remontent de façons intéressantes à la révolution scientifique du XVII^e

siècle en incluant des aspects qui sont souvent considérés comme réactionnaires, ainsi le rationalisme cartésien. Il existe des ouvrages sur ce sujet (déjà l'historien des idées Harry Bracken ; j'ai écrit là-dessus aussi). Je n'essaierai pas de reprendre cela ici, sinon pour affirmer mon accord avec l'important auteur et militant anarcho-syndicaliste Rudolf Rocker pour qui les idées du libéralisme classique furent ruinées par les écueils du capitalisme industriel sans jamais qu'elles puissent s'en relever (je me réfère au Rocker des années trente, des décennies plus tard il pensait autrement). Mais ces idées ont été continuellement réinventées ; à mon avis parce qu'elles reflètent de réels besoins et sentiments humains. La Guerre Civile Espagnole est peut-être l'événement le plus important, bien que nous devrions nous souvenir que la révolution anarchiste qui s'étendit sur une bonne part de l'Espagne en 1936, prenant différentes formes, ne fut pas une poussée spontanée, mais avait été préparée par des décennies d'éducation, d'organisation, de luttes, de défaites et quelques fois de victoires. Ce fut vraiment significatif. Suffisamment pour appeler la répression de tous les systèmes majeurs de pouvoir : stalinisme, fascisme, libéralisme occidental ; la plupart des courants intellectuels et leurs institutions idéologiques - toutes unies pour condamner et détruire la révolution anarchiste ; c'est un signe de sa portée à mon avis.

T. L. : Ceux qui sont critiques se plaignent du fait que l'anarchisme est « informe, utopique ». Tu répliques en disant que chaque période de l'histoire a ses propres formes d'autorité et d'oppression qui doivent être contestées, c'est pourquoi aucune doctrine fixe ne peut-être simplement plaquée. A ton avis, quelle réalisation spécifique de l'anarchisme est appropriée à notre époque ?

N. C. : J'ai tendance à être d'accord sur ce point : l'anarchisme est informe et utopique, mais difficilement plus que les doctrines ineptes du néo-libéralisme, du marxisme-léninisme et des autres idéologies qui ont séduit les puissants et leurs

domestiques intellectuels au fil des années ; pour des raisons qui sont toutes très faciles à expliquer. La raison de cette absence de forme générale et de vacuité intellectuelle (souvent masquées dans de grands mots, mais c'est encore dans l'intérêt personnel des intellectuels) est que nous ne comprenons pas grand chose aux systèmes complexes comme les sociétés humaines ; et nous avons seulement des intuitions d'une validité limitée sur la façon dont ces sociétés devraient être remodelées et construites.

L'anarchisme, selon moi, est une expression de cette idée que l'obligation de faire la preuve est toujours sur ceux qui disent que l'autorité et la domination sont nécessaires. Ils ont à démontrer, avec de puissants arguments, que cette conclusion est correcte. S'ils ne le peuvent pas alors les institutions qu'ils défendent devraient être considérées comme illégitimes. Comment chacun a à répondre face à une autorité illégitime dépend des circonstances et des conditions, il n'y a pas de formules. Dans la période actuelle, les constatactions surgissent de tous les plans, comme elles le font généralement : des relations personnelles au sein de la famille, et en dehors, jusqu'à l'ordre politique/économique international. Et les idées anarchistes - en contestant l'autorité et en insistant qu'elle se justifie - sont approchées à tous ces niveaux.

T. L. : Sur quel type de conception de la nature humaine l'anarchisme est-il affirmé ? Les gens auront-ils moins de motivations à travailler dans une société égalitaire ? Une absence de gouvernement permettra-t-elle au puissant de dominer le faible ? La prise de décision démocratique aura-t-elle pour conséquence des conflits excessifs, l'indécision, la « dictature du nombre » ?

N. C. : De la façon dont je conçois le terme « anarchisme », il est basé sur l'espoir (dans notre état d'ignorance nous ne pouvons aller au-delà de cela) que les éléments profonds de la nature humaine incluent les sentiments de solidarité, de soutien mutuel, de sympathie, d'attention aux autres etc.

Est-ce que les gens travailleront moins dans une société égalitaire ? Oui, tant qu'ils sont poussés au travail par le besoin de survivre ; ou par une récompense matérielle, qui est une sorte de pathologie, je crois, comme ce type de pathologie qui conduit certains à prendre plaisir à torturer les autres.

Ceux qui pensent raisonnable la doctrine libérale classique, à savoir que l'impulsion pour s'engager dans du travail créatif est au centre de la nature humaine - quelque chose que nous voyons constamment, je pense, des enfants jusqu'aux plus âgés quand les circonstances le permettent - seront très soupçonneux de ces doctrines, qui sont hautement commodes au pouvoir et à l'autorité, mais qui semblent n'avoir aucun autre mérite.

Est-ce qu'une absence de gouvernement permettra au puissant de

dominer le faible ? Nous ne le savons pas. Si cela arrivait alors des formes d'organisation sociale devraient être construites (il y a beaucoup de possibilités) pour venir à bout de ce crime.

Quelles seront les conséquences de la prise de décision démocratique ? Les réponses sont inconnues. Nous avons à l'apprendre par l'expérience. Essayons-la et découvrons.

T. L. : L'anarchisme est parfois appelé socialisme libertaire - comment diffère-t-il des autres idéologies qui sont souvent associées au socialisme comme le léninisme ?

N. C. : La doctrine léniniste soutient qu'un parti d'avant-garde devrait assumer le pouvoir d'État et conduire la population au développement économique, et, par quelque miracle inexplicable, à la liberté et à la justice. C'est une idéologie qui naturellement séduit grandement l'intelligentsia radicale, à qui cela donne une justification pour son rôle de dirigeants de l'État. Je ne vois aucune raison - ni en logique ni en histoire - pour la prendre au sérieux. Le socialisme libertaire (incluant un courant substantiel du marxisme) a rejeté très justement tout cela avec mépris.

T. L. : Comment les principes anarchistes s'appliquent-ils à l'éducation ? Est-ce que les notes, les cours obligatoires et les examens sont des bonnes choses ? Quel sorte d'environnement conduit le plus à une pensée libre et au développement intellectuel ?

N. C. : Mon sentiment, basé en partie sur mon expérience personnelle

dominer le faible ? Nous ne le savons pas. Si cela arrivait alors des formes d'organisation sociale devraient être construites (il y a beaucoup de possibilités) pour venir à bout de ce crime. Quelles seront les conséquences de la prise de décision démocratique ? Les réponses sont inconnues. Nous avons à l'apprendre par l'expérience. Essayons-la et découvrons.

dominer le faible ? Nous ne le savons pas. Si cela arrivait alors des formes d'organisation sociale devraient être construites (il y a beaucoup de possibilités) pour venir à bout de ce crime. Quelles seront les conséquences de la prise de décision démocratique ? Les réponses sont inconnues. Nous avons à l'apprendre par l'expérience. Essayons-la et découvrons.

T. L. : Décris-nous si tu le peux comment une société anarchiste idéale fonctionnerait au jour le jour, quelles sortes d'institutions économiques et politiques existeraient, et comment fonctionneraient-elles ? Aurons-nous de la monnaie ? Ferons-nous nos achats dans des magasins ? Posséderons-nous nos maisons ? Aurons-nous des lois ? Comment empêcherons-nous le crime ?

N. C. : Je ne pense même pas à essayer de l'entreprendre. Il y a des matières sur lesquelles nous avons à apprendre par la lutte et l'expérience.

Traduction : Arnaud

L'ensemble de l'interview est disponible sur l'Internet : www.worldmedia.com/archive/interviews/96-anarchism.html

copinage

Louis Capart sera au « Loup du Faubourg », 21, rue de la Roquette, 75011 Paris du 3 au 5 avril à 20 h 30. Réservation au 01 40 21 90 95.

à la petite semaine

Manque de repères

En France, en Suisse, au Canada et en Californie, des dizaines d'adeptes d'un mystico-ésotérisme ravageur ont choisi de partir en groupes pour Sirius, Jupiter ou la Grande Loge blanche, dernière née des conneries cosmiques proposées au bazar de la foi. Bon vent, charlatans, pour ce « retour du Père », et attention en traversant l'univers.

Il n'est plus aujourd'hui un seul « problème de société », le plus souvent présenté comme un fléau, un drame ou une calamité, dont les causes seraient à chercher ailleurs, nous dit-on, que dans l'effondrement des idéologies et le déclin des Églises, bref dans le manque de repères.

Heureux temps, en résumé, où tous les chemins menaient à Rome, à Moscou et à Wall Street. Heureux temps où, loin des intégrismes menaçants et des dérives sectaires, le pape faisait risette au III^e Reich ; où le drapeau rouge flottait, majestueux, sur les bagnes des lendemains radieux ; où les flics du « monde libre » imposaient la loi du fric à coups de trique. Heureux temps des petites guerres des grandes religions, des chars en « pays frères », des lance-flammes et des bombardiers sur le Vietnam.

Heureux temps de prospérité des entreprises totalitaires et des singeries liturgiques millénaires, où, sans Porte du Ciel ni Temple solaire, sans suicides collectifs confondants de bêtise primaire, les morts pullulèrent, n'ayant que l'embarras du choix en matières de repères...

Floral

LECTURE **Le populisme**

« Tout ce qui peut être anéanti doit l'être », disaient les nihilistes. Toute pratique comme toute idée doivent être soumises à l'impitoyable critique de leurs fondements. à cette dernière, ni le « peuple » des démagogues ni les « populistes » d'aujourd'hui ne peuvent résister longtemps. » (1)

A FORCE D'ÊTRE MALTRAITÉE, la langue a perdu sa fonction première : simplifier la communication entre les humains. Des mots se voient déviés de leur sens original et chargés abusivement d'acceptions n'ayant pas de rapport avec celle qui les vit forgés.

à la longue liste de ces mots qui comme énervé, fasciste, extraordinaire ou fantastique n'ont plus toute leur raison, il convient de ne pas retrancher « populisme ». Populisme. Un sème drôle, tout rebondi, qu'on verrait bien pointer la tête au détour d'une comptine britannique. Populisme. Une insulte qui se substitue au fil des ans au terme plus adéquat de démagogue. Populisme, enfin, un mouvement qui vécu le temps d'une innocence dans la Russie des Tsar, au siècle dernier. Fascinés par le mythe du peuple, des universitaires partent dans les campagnes pour fraterniser avec lui dans l'espoir que les paysans prennent conscience de leur véritables aspirations (celles que les étudiants lui prêtaient) et se révolteront contre l'autorité de l'État.

Pour toute réponse, ils ne rencontreront que l'indifférence des paysans, attachés à leurs superstitions

et à l'image du Tsar, et la répression des autorités d'alors. En réaction, ils délaisseront progressivement leur idéal de fraternité pour une vision avant-gardiste de la société.

Ces précurseurs du nihilisme auront traversé la galaxie histoire sans lui accorder beaucoup d'importance et furent bien vite oubliés. Pour le plus grand bénéfice de notre mémoire, Alain Pessin nous narre l'histoire de ces jeunes gens, de leurs origines à leur disparition et nous offre en plus une analyse du populisme. Ou, du moins, de ce qu'on nomme ainsi aujourd'hui. S'appuyant sur cet épisode de l'histoire et sur la mythologie qui entoure la notion de peuple, il nous livre une analyse de la fonction du mythe, en général, et dans l'inconscient des anarchistes.

Essai transformé une fois de plus pour l'équipe des Ateliers de création libertaire. En cinquante deux pages et pour trente cinq francs seulement, ils nous donne une occasion de réfléchir tout en nous apportant les données nécessaires à cette réflexion. Les soubassements historiques et philosophiques du populisme sont clairement et simplement mis à la portée du lecteur le moins averti. Et le dernier paragraphe du livre, mit ici en exergue, dit bien ce qu'ont d'illusoire et de fragiles les « populistes » d'aujourd'hui et de quel outil nous disposons pour en disperser le nuage trompeur.

Alain L'Huissier

(1) *Le Populisme*, Alain Pessin, Ateliers de création libertaire, 1997, 55 pages, 35 F.

CINÉMA

Le festival du film chiant s'éternise



EN RAISON DE L'AFFLUX croissant de spectateurs désireux de se « faire chier », le festival du même nom joue les prolongations à la Picothèque, 3 rue Ferdinand-Duval à Paris. Apprécié tant par les amateurs de cinéma indépendant que par les peintres et plasticiens, ce café du marais accueille projections et expositions de peinture dont le « vernissage » se déroule chaque vendredi. La programmation de cette semaine de clôture reflète les principaux courants du « cinéma chiant » conçu par des auteurs fiers de l'être :

À partir de 20 h 30...

Lundi 7 avril : films de recherche et vidéo art pour une soirée *Transport en commun* avec *Paris Portes de Vanves* en poussette de Constantin Leu et Beaurières d'Emmanuel Deswartes.

Mardi 8 avril : *Miller aller et retour* de Luc Bongrand. A travers sa relation avec l'écrivain, l'auteur explore les rapports entre cinéma et littérature. Il trouve ainsi une écriture fondée sur les affinités entre deux créateurs. Commune-sous diverses formes - à plusieurs films chiantes (*Histoire de N.*, *Le moulin de l'aveu*, *Une figure florentine*), on pourrait la qualifier de « nouvelle adaptation » : l'interprétation d'une oeuvre, forme une histoire qui en donne une clef. « L'essai cinématographique » de Luc Bongrand, réalisé avec le style élégant et délié qui lui est propre, relate l'aventure onirique d'un cinéaste à la recherche des traces d'Henri Miller à Paris : au fil de ses rencontres, se tisse un portrait de l'écrivain fondé sur les témoignages de son entourage, et des spécialistes de son oeuvre.

Mercredi 9 avril. Recherche et vidéo art avec *Trippyque* de François Guissain et *Film* de Pierre. Merejkowski, l'organisateur du festival : de conjurés qui ressemblent aux *Nôtres* de Dostoïevski se livrent une lutte sans merci au sein d'une cellule clandestine, du parti ? Le greffier prend le pouvoir afin d'infiltrer un mystérieux match de football. Une bande son sophistiquée, entrelaçant musique electro-acoustique et langage déstructuré, accompagne ce film déjanté, teinté d'humour noir.

Jeudi 10 avril. *Des femmes de bonne volonté* de Michèle Rollin : depuis l'enfance, l'histoire de six femmes « engagées » entre les deux guerres.

Première partie : Quand les souvenirs d'enfance se confondent avec la première guerre mondiale... Jeanne et Marguerite en France, Madeleine en Belgique, Else et Lili en Allemagne, Maria en Pologne évoquent le premier « non ». A la fin des années 20, elles sont pacifistes, trois d'entre elles entrent au parti communiste.

Deuxième partie : Les années trente, le temps des luttes et des désillusions. Maria est dénoncée, elle s'exile à Paris,

elle rencontre des trotskistes. Madeleine entre à la Ligue des femmes contre la guerre et l'impérialisme, Jeanne au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Else est incarcérée. Lili s'exile à Paris et participe au front populaire. Marguerite part à Madrid avec les brigades internationales. A Barcelone, Pépita, membre de la CNT depuis l'âge de douze ans, adhère au mouvement *Mulieres libres...*

Michèle Rollin

Une affaire protégée

Un billet d'humeur signé l'Atèle paru dans le *Monde libertaire* du 20 juin 1996 nous vaut les poursuites du ministère de l'Intérieur. Des policiers y étaient qualifiés de « parents douteux »... Nous allons vous livrer jusqu'au jour du procès, des informations, des faits concernant les nombreuses bavures pour lesquelles il n'est pas question d'émettre de doute...

Le 2 août 1995, André Rougeot du *Canard enchaîné* relatait les suites d'un affaire vieille de cinq ans, survenue à la mort (le suicide) en décembre 1990 du brigadier-chef Daniel Voiry.

« Un commissaire de police parisien » faisait remettre un document de huit feuillets, en juin 1995, au juge Jean-Pierre Zanotto qui instruisait l'affaire de la vente acrobatique de la tour B.P. à la Défense, et il le priait d'en faire profiter le juge Eric Halphen, lequel s'occupait des H.L.M. de Paris...

Trois années d'autopsie des 900 numéros de téléphone contenus dans l'agenda du brigadier-chef ont permis au commissaire de faire des constatations intéressantes :

- primo : Voiry, collecteur de fonds pour le RPR, « faisait cracher au bassinnet la plupart des entreprises épinglées depuis l'affaire des H.L.M. de Paris » écrivait André Rougeot;
- secundo : Voiry possédait les numéros des lignes directes et privées de plusieurs grands patrons...
- tertio : La méthode de « blanchissement » des employeurs de Voiry apparaissait en toute clarté...

Rougeot nous rappelait que le brigadier-chef roulait en BMW et disposait d'une place de parking à la préfecture.

Ses relations étaient nombreuses, mais pas toutes « douteuses » précisait Rougeot, lequel poursuivait : « il comptait aussi quelques amis parmi les directeurs de la police et les truands de la capitale ».

Parmi ces noms figuraient « Jean-Claude Méry, Jacky Chaisaz, et les ex-flics Francis Poullain et Rémi Halbwax, tous quatre mis en examen dans l'affaire des H.L.M. de Paris ».

Quand dans une bergerie la fièvre apteuse guette la quasi totalité du troupeau, une brebis galeuse ne se remarque pas écrit jadis un berger catalan. Mais attention : la bave est contagieuse... Alors protégeons-nous !

La semaine prochaine nous vous entretiendrons des suites de l'affaire Voiry.

Le fouineur

Chronique des bas-fonds

Librairie du Monde libertaire

du 5 au 30 avril

exposition



RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 3 avril à 20h 30 :

Microclimat recevra Jacky Bonnemaïn, de l'association Robin des bois pour parler « nucléaire et eau ».

samedi 5 avril à 11 h 30 :

Chroniques syndicales débattront sur la santé « la mobilisation continue » et recevra Adret, auteur de « Résister ».

samedi 5 avril à 13 h 30 :

Chroniques rebelles évoquera les nouveaux médicaments du sida.

dimanche 6 avril à 20h 30 :

Jazz en liberté programmera : Charles Mingus Quintet en public (1964) ; Luigi Trussardi sextet (1994) ; Dave Holland quartet (1995) ; Jacques Vidal sextet (1996) ; Michael Bision quartet (1987).

NOISY-LE-GRAND

Un maire socialo-pétainiste

DANS LA NUIT DU 19 FÉVRIER, à Noisy-le-Grand, des partisans de l'action directe sont intervenus contre la construction de l'église de l'extrême droite catholique dont le permis de construire fut accordé par le maire socialiste de la ville. Hier, c'était le dépôt de couches collées usagées; aujourd'hui, une nouvelle étape est franchie. Les dégâts sont énormes. Les murs élevés ont été aspergés d'huile de vidange, quatre-vingt sacs de ciment crévés et inondés, des palettes de pierre arrosées de goudron et la palissade couchée sur une vingtaine de mètres.

La contre-onction du diable

François Triomphe, le président de l'Association noisienne catholique pour la continuité du rite dans l'église (L'ANCRE) éructe: « Nous sommes au centre d'une guérilla qui n'a aucun sens. » (1) Il porte plainte et montre du doigt le collectif uni-



taire qui a lancé au mois de janvier une pétition contre l'implantation de la chapelle. Jean-Luc Bennahmias membre d'un des groupes du collectif mais aussi maire adjoint (Verts) à la sécurité publique, est immédiatement pris comme cible.

L'ANCRE dans son communiqué de presse « Noisy-le-Grand, la contre-onction du diable avant la consécration à Dieu de saint Martin des Gaules » fait dans la dentelle. Le collectif devient collecteur d'égout et ses membres « les séides de Monsieur Bennahmias ». *Radio Courtoisie* appelle ses auditeurs à monter la garde autour du chantier. *Présent et Rivalor* lancent des souscriptions pour réparer les dégâts. Les antisémites chassent le naturel mais il revient au galop. *Rivalor* est stupéfait

du mutisme total des grands médias sur cet incroyable sacrilège: « pour les forces de la désinformation, une église catholique, surtout destinée à la célébration du culte tridentin, ne vaut pas un cimetière juif, celui-ci fut-il d'ailleurs négligé et quasiment désaffecté depuis longtemps comme l'était celui de Carpentras. »

Le Front national profite du bulletin municipal pour calomnier le collectif (2): « Cette association contre l'ordre moral, de par sa définition reconnaît ouvertement le mal (drogue, vol, viol et meurtre) ». Aucune note de la rédaction n'accompagnera la tribune, alors que celle du RPR, qui parle du permis de construire, reçoit un chapô.

Un bouffon autoritaire et mégalo

Un collectif qui dévoile à la ville que son député-maire socialiste est le responsable de la construction de l'église intégriste, des organisations

si tôt mis à l'index, sa boîte aux lettres dans la mairie est déplacée et s'en va rejoindre celles de la droite.

Le collectif, quant à lui, n'a vraiment pas de chance... Par deux fois le meeting sur « les femmes et l'ordre moral » sera ajourné et la salle municipale où les antifascistes se réunissent sera soudainement occupée. Le dimanche 23 mars, Christian est aperçu par des militants PS en train de coller les affiches éditées et signées par le groupe Sacco et Vanzetti de la Fédération anarchiste « contre les enfants de Pétaïn ». Les trois balances réalisent alors un témoignage à façon et rapidement une machination est mise en place permettant à Pajon de porter plainte.

Christian a prétendument été vu en train de gribouiller les belles affiches Pajon made in Seguela. Le grand jeu est sorti. Policiers sur le lieu de travail, convocation de l'employeur... pour aboutir à 14 heures au tribunal de Bobigny pour flagrant délit.

Dès le mardi « des pressions personnelles à travers l'emploi » pour parler poliment sont exercées contre Christian. Pour son entourage, il est décrit comme le « responsable d'une secte laïque parisienne » et « un dangereux franc-maçon... sûrement coupable des dégradations commises envers la chapelle. » (3)

En un mot, on fait comprendre à Christian que soit il arrête la politique, soit il risque d'avoir des ennuis.

Mellick se voyait dans une batmobile au secours de Tapié. Pajon voit des marqueurs rouges partout en train de s'attaquer à son portrait. A chacun ses fantasmes, mais pendant ce temps là, les croix celtiques fleurissent sur la ville. Dernièrement, Val invité par les enseignants dans le cadre de la semaine de la presse à l'école fut interdit d'entrée par l'inspecteur de l'académie de Créteil suite à des coups de fil de « parents scandalisés ». L'ordre moral marque un point.

Noisy-le-Grand est devenu un enjeu national dans la lutte antifasciste. Dès aujourd'hui réservons notre 11 novembre, date de l'inauguration de la chapelle. La ville est plus moche que Strasbourg mais le combat complémentaire.

C. Thurot

(1) *Parisien* 22-23 février

(2) *Noisy magazine* - mars 1997

(3) Pour soutenir Christian, téléphonez au bureau du maire: 01 45 92 75 75 poste 75 00.

Verdict inique à Toulouse

LE 27 MARS A EU LIEU À TOULOUSE le procès d'Olivier Martin. Suite à son arrestation lors de la manifestation contre la venue à Toulouse de Bruno Mégret le 25 février dernier. Ce militant anarchiste était inculpé pour agression armée et insulte aux forces de l'ordre. Selon des agents de police en civil (soi-disant portant des brassards), il se serait interposé à l'arrestation d'un jeune maghrébin en les agressant avec un panneau de signalisation. Un des agents de police a bénéficié de quinze jours d'arrêt de travail pour une malheureuse entorse au doigt.

Olivier Martin affirme être intervenu pour porter assistance au jeune maghrébin, pensant que celui-ci était pris à partie par des militants du FN. Maître Etelin, l'avocat de la

défense, a plaidé l'aide à personne en danger. En effet, aucun des témoins n'a vu de brassard, et on se rappelle tous et toutes des passages à tabac qu'ont effectué dans un passé récent des militants du FN aux abords des manifestations.

Sentence: dix-huit mois de prison dont neuf mois fermes pour une entorse au doigt d'un agent de police qui a été confondu avec un militant du FN.

N'est-ce pas cher payé, et n'est-ce pas lié à la mention faite sur le procès-verbal qu'Olivier Martin est anarchiste, adhérent de la CNT de Toulouse?

Olivier Martin a décidé de faire appel. Mobilisons-nous.

Groupe Albert Camus

A G E N D A

jeudi 3 avril

MONTPELLIER: Le groupe de la Fédération anarchiste organise une causerie sur le thème « **Anarchisme et écologie** » à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne d'Arc, à 20 h 30.

PALAISEAU (91): Le syndicat CNT éducation vous propose une rencontre-débat avec des élèves et des profs du **Lycée autogéré de Paris** à 20 h 30 salle municipale des Champs Fréreaux, avenue du 8 mai (face à la poste).

vendredi 4 avril

SAINT-OUEN: Projections au local associatif du 31, rue Farcot (M° Garibaldi): **Wonder** (la reprise du travail aux usines Wonder - 1968); **Paroles de grèves** (1996)... Débat, bouffe... Entrée à partir de 0 franc.

RENNES: La M.E.S.S.E. (Mobilisation pour l'égalité sexuelle et sociale émancipatrice) organise une discussion autour de l'exposition sur les **publicités sexistes** à 20 heures au Local anarchiste rennais, 9, rue Malakoff.

samedi 5 avril

CLERMONT-FERRAND: Le groupe Spartacus de la Fédération anarchiste organise une conférence-débat sur le thème de l'immigration à 15 heures à l'ancien lycée Blaise Pascal, salle 9.

PARIS: La librairie du **Monde libertaire** - 145, rue Amelot - organise un forum à **16 h 30 avec le collectif ADRET** à propos du livre « Résister ».

RENNES: Concert en soutien au Local anarchiste rennais à 21 heures au bar Le Natchez, rue d'Antrain en présence de Christy Grey.

dimanche 6 avril

DUNKERQUE: Le groupe non-violent Louis Lecoin organise une après-midi débat « **Quelle opposition au militarisme aujourd'hui ?** » à la péniche Mosaïque (quai de Leith, entre le gare et la CUD) à partir de 12 heures (un repas végétarien sera proposé pour 20 F).

IVRY-SUR-SEINE: Les amis de Francisca Martinez lui rendront hommage à 14 heures au cimetière nouveau, à l'occasion du deuxième anniversaire de sa disparition (Les amis de Louise Michel, Les Partageux de la Commune...).

lundi 7 avril

AVIGNON: Projection de documentaires de Chris Marker et du groupe Medvedkine organisée par la CNT et Ciné forum 84: **Rhodia 4/8, Lip 73, A bientôt j'espère, Week-end à Sochaux.** Amphithéâtre de la faculté des lettres, 5, rue Violette à 20 h 30.

mardi 8 avril

TOULOUSE: Le groupe Albert Camus de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat autour d'une vidéo sur **Makhno** à 20 h 30 à l'Athénée Albert Camus, 36 rue de Cugnaux 31300 Toulouse, Métro Patte d'Oie.

mercredi 9 avril

NÎMES: Le groupe du Gard de la Fédération anarchiste organise une réunion publique au centre culturel Pablo Neruda, salle de lecture (2° étage) à 20 h 30. Le thème sera: **pourquoi être antinucléaire aujourd'hui?** Entrée libre.

jeudi 10 avril

GRENOBLE: Le groupe Jules-Vallès de la FA organise une conférence sur l'**antifascisme** à 20 h 30 à l'ADAEP, 163, Cours Berriat.

NANCY: Le groupe Jean-Roger Caussimon organise une réunion-débat sur l'**école Bonaventure**, en présence d'un éducateur de cette école, à 20 h 30 à la faculté des lettres, salle A 049.

vendredi 11 avril

IVRY-SUR-SEINE: Soirée d'information et de solidarité avec la lutte des sans-papiers avec projection du film « **La Ballade des sans-papiers** » organisé par les groupes Etoile noire et Elisée Reclus de la Fédération anarchiste salle Saint-Just, 30, rue Saint-Just à 19 h 30.

BREST: Le groupe Les Temps Nouveaux de la Fédération anarchiste organise à 20 h 30 une réunion publique intitulée: « **La fin des privilèges... C'est pour quand ?** ». Maison des syndicats (angle rue de l'observatoire et rue de l'Harteloire).

samedi 12 avril

NÎMES: Le groupe du Gard de la Fédération anarchiste appelle à manifester aux côtés du Collectif rhodanien **contre l'enfouissement des déchets nucléaires** à 14 heures devant la préfecture.

LILLE: Fête des « sans » à la M.E.P. (place G. Lyon) de 15 heures à 1 heure, à l'initiative du Comité des sans-papiers 59, ACI, Comité des sans emploi CGT-CNT...